



conseil • expertise comptable • audit

Commissaires aux comptes

Anne Laure Destruel

Thierry Marty

Jérôme Cathala

Thierry Eychenne

Sylvie Maguelonne

Sébastien Roch

DAC InterCPTS82

275 rue du Clos Maury

82000 MONTAUBAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

05 63 03 86 65
audit@sodecal.fr

449, Avenue du Danemark
Albasud - BP 364
82000 Montauban

MEMBRE INDÉPENDANT
A U D E C I A

Société de commissaires aux comptes
inscrite sur la liste nationale des
commissaires aux comptes, rattachée à la
Compagnie Régionale des Commissaires
aux comptes de Toulouse
SAS au capital de 7 638 €
RCS Montauban 314 684 481

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

A l'Assemblée Générale de l'association DAC InterCPTS82,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **DAC InterCPTS82** relatifs à l'exercice, clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Votre association constate des fonds dédiés à la clôture de l'exercice, tels que décrits dans la note « 4.2. Fonds dédiés » de l'annexe.
Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs, et à contrôler notamment au moyen de tests la notion de séparation des exercices, au regard de la réalisation des objectifs et des coûts engagés sur les différentes actions ;
- Nous avons également obtenu les éléments probants recherchés sur la régularité de la comptabilisation des subventions en termes de réalité, d'exhaustivité et de rattachement à l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de son incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montauban, le 26 mai 2025

SODECAL AUDIT



Thierry MARTY
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 17/04/2025

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Concessions, brevets, droits similaires	2 700,00	2 320,00	380,00	0,03	1 280,00	0,14
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Constructions	107 222,40	16 113,14	91 109,26	8,12	101 831,50	11,26
Installations techniques, matériel & outillage industriels	75 000,00	10 958,33	64 041,67	5,71		
Autres immobilisations corporelles	105 937,49	66 350,56	39 586,93	3,53	10 567,69	1,17
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
TOTAL (I)	290 859,89	95 742,03	195 117,86	17,40	113 679,19	12,57
STOCKS ET EN COURS:						
Créances usagers et comptes rattachés	13 945,40		13 945,40	1,24	4 485,90	0,50
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	171,48		171,48	0,02	153,60	0,02
. Organismes sociaux	6 101,60		6 101,60	0,54	641,40	0,07
. Autres	1 947,00		1 947,00	0,17	8 463,60	0,94
Disponibilités	899 180,55		899 180,55	80,19	771 933,14	85,34
Charges constatées d'avance	4 889,26		4 889,26	0,44	5 208,63	0,58
TOTAL (II)	926 235,29		926 235,29	82,60	790 886,27	87,43
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	1 217 095,18	95 742,03	1 121 353,15	100,00	904 565,46	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 17/04/2025

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise	82 122,07	7,32	80 035,60	8,85
Résultat de l'exercice	405,00	0,04	2 086,47	0,23
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs	10 949,88		10 949,88	
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	155 150,93	13,84	101 831,50	11,26
TOTAL(I)	248 627,88	22,17	194 903,45	21,55
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	30 679,26	2,74	48 478,75	5,36
TOTAL (II)	30 679,26	2,74	48 478,75	5,36
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement	633 425,07	56,49	484 615,81	53,57
TOTAL(III)	633 425,07	56,49	484 615,81	53,57
DETTES				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours			469,20	0,05
Fournisseurs et comptes rattachés	74 509,63	6,64	29 661,46	3,28
Autres	134 111,31	11,96	146 436,79	16,19
TOTAL(IV)	208 620,94	18,60	176 567,45	19,52
TOTAL PASSIF	1 121 353,15	100,00	904 565,46	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 17/04/2025

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%			
PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Prestations de services	42 242,54		42 242,54	100,00	13 956,79	100,00	28 286	202,68			
Montants nets produits d'expl.	42 242,54		42 242,54	100,00	13 956,79	100,00	28 286	202,68			
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Subventions d'exploitation			1 379 735,00	N/S	1 345 535,00	N/S	34 200	2,54			
Cotisations			200,00	0,47	465,00	3,33	-265	-56,98			
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			66 275,91	156,89	48 009,00	344,00	18 266	38,05			
Autres produits			205,00	0,49	66,49	0,47	139	210,61			
Reprise sur provisions, dépréciations			48 478,75	114,76	39 669,55	284,24	8 809	22,21			
Transfert de charges			14 283,37	33,81	11 023,00	78,98	3 260	29,57			
Sous-total des autres produits d'exploitation			1 509 178,03	N/S	1 444 768,04	N/S	64 410	4,46			
Total des produits d'exploitation (I)			1 551 420,57	N/S	1 458 724,83	N/S	92 696	6,35			
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun											
PRODUITS FINANCIERS:											
Autres intérêts et produits assimilés			10 537,80	24,94	8 132,32	58,27	2 405	29,57			
Total des produits financiers (III)			10 537,80	24,94	8 132,32	58,27	2 405	29,57			
PRODUITS EXCEPTIONNELS:											
Sur opérations de gestion			5 323,31	12,60	3 074,08	22,03	2 249	73,16			
Sur opérations en capital			23 680,57	56,06	5 390,90	38,62	18 290	339,33			
Reprises sur provisions et transferts de charges					26 611,58	190,68	-26 611	-100,00			
Total des produits exceptionnels (IV)			29 003,88	68,66	35 076,56	251,33	-6 073	-17,30			
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			1 590 962,25	N/S	1 501 933,71	N/S	89 029	5,93			
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT											
TOTAL GENERAL			1 590 962,25	N/S	1 501 933,71	N/S	89 029	5,93			
CHARGES D'EXPLOITATION:											
Autres achats non stockés			67 310,72	159,34	37 215,31	266,66	30 095	80,87			
Services extérieurs			87 009,89	205,98	77 426,52	554,79	9 583	12,38			
Autres services extérieurs			138 856,29	328,72	117 263,28	840,23	21 593	18,41			
Impôts, taxes et versements assimilés			59 614,01	141,12	52 791,77	378,27	6 823	12,92			
Salaires et traitements			672 746,37	N/S	594 226,64	N/S	78 520	13,21			
Charges sociales			263 464,05	623,70	223 597,60	N/S	39 867	17,83			
Autres charges de personnel			5 597,40	13,25	3 677,00	26,35	1 920	52,22			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations											
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements			30 898,20	73,15	13 419,91	96,15	17 479	130,26			
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			30 679,26	72,63	48 448,75	347,15	-17 769	-36,67			
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			215 085,17	509,17	302 156,37	N/S	-87 071	-28,81			
Total des charges d'exploitation (I)			1 571 261,36	N/S	1 470 223,15	N/S	101 038				
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun											
CHARGES FINANCIERES:											
Total des charges financières (III)											
CHARGES EXCEPTIONNELLES:											

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 17/04/2025

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Sur opérations de gestion	17 341,89	41,05	1 604,51	11,49	15 737	981,11
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			26 611,58	190,68	-26 611	-100,00
Total des charges exceptionnelles (IV)	17 341,89	41,05	28 216,09	202,18	-10 875	-38,53
Impôts sur les sociétés (VI)	1 954,00	4,63	1 408,00	10,09	546	38,78
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	1 590 557,25	N/S	1 499 847,24	N/S	90 710	6,05
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	405,00	0,96	2 086,47	14,95	-1 681	-80,57
TOTAL GENERAL	1 590 962,25	N/S	1 501 933,71	N/S	89 029	5,93

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Préambule

Les dispositifs d'appui à la coordination (DAC) sont définis dans le cadre de la loi définissant la stratégie de transformation de notre système de santé. L'objectif est alors de proposer un service d'appui unifié pour les professionnels pour toute situation jugée complexe, quels que soient l'âge ou la pathologie de la personne suivie.

L'article L.6327-2 du Code de la Santé Publique énumère les missions du dispositif :

- Assurer la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, conformément à son rôle en matière de coordination des soins ;
- Contribuer avec d'autres acteurs et de façon coordonnée à la réponses aux besoins des personnes et de leur aidant en matière d'accueil, de repérage de situations à risque, d'informations, de conseils, d'orientation , de mise en relation et accompagnement;
- Participer à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 121 353,15 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 405,00 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.3 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 068		4 368	2 700
Immobilisations corporelles	196 462	112 337	20 639	288 160
Immobilisations financières				
TOTAL	203 530	112 337	25 007	290 860

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 788	900	4 368	2 320
TOTAL I	5 788	900	4 368	2 320
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui	5 391	10 722		16 113
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels		10 958		10 958
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport	30 322	2 820	9 623	23 519
Matériel de bureau et informatique	48 350	5 498	11 016	42 832
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	84 063	29 998	20 639	93 422
TOTAL GENERAL (I+II)	89 851	30 898	25 007	95 742

3.3 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	296
Subventions / financements	450
Autres produits à recevoir	6 957
TOTAL	7 703

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	80 036	2 086			82 122
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	2 086	-2 086			405
Dont générosité du public					
Situation nette	82 122				82 527
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	101 832		75 000	21 681	155 151
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	183 954		75 000	21 681	237 678
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générositédu public	484 616	215 085	66 276			633 425	
TOTAL	484 616	215 085	66 276			633 425	

4.3 - Subventions d'investissement

4.3.1 - Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
ARS EXCEPTIONNEL	MENAGEM	107 222			107 222
ARS - TOD	ATIONS TE		75 000		75 000
TOTAL		107 222	75 000		182 222

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	74 510	74 510		
Dettes fiscales & sociales	134 111	134 111		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	208 621	208 621		

4.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	24 918
Dettes fiscales & sociales	85 356
Autres dettes	
TOTAL	110 274

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés

L'association a perçue au cours de l'exercice les subventions suivantes :

- Subvention ARS FIR de l'action DAC de 1 266 335 euros. Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 144 160.08 euros.
- Subvention ARS pour le dispositif TOD de 63 000euros + un report de fonds dédiés de 48 275.91 euros.

Ce dispositif porte sur les périodes 2023-2025.

Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 57 172.09 euros.

- Subvention ARS pour le recrutement d'un chargé de communication de 40 000 euros sur 2024-2025.

Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 13 753 euros.

- Subvention HELEBOR de 10 400 euros.

5.2 - Subventions d'investissements

L'ARS a octroyée une subvention exceptionnelle pour l'acquisition des stations de télémedecines pour 75 000 euros.

Cet investissement fait l'objet d'une inscription à l'actif et d'un amortissement sur 5 ans.

La subvention perçue pour le financement, est traitée comme une subvention d'investissement sur une durée de 5 ans.

5.3 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
FIR ARS	DAC	1 266 335	1 266 335			
ARS	TOD	63 000	63 000			
HELEBOR	NS PALLIATIFS	10 400	10 400			
TOTAL		1 339 735	1 339 735			

Eléments significatifs ou importants

6 - Autres informations**6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 30 679.26 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 65-67 ans
- le taux de rotation du personnel : turn over faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires 1%
- le taux d'actualisation retenu : 3.35%
- le taux moyen des charges sociales : 42% pour les cadres, 36% pour les non cadres.